

*Les 'Choix' de Système Économique en Algérie Depuis
L'Indépendance*

*The "Choices" of the Economic System in Algeria Since
Independence*

*Pr. Kada AKACEM **

akacemkada@hotmail.com

Pr. Kamel BENMOUSSA

benmoussa@hotmail.com

Université d'Alger 3. Algérie

Résumé

Ce papier se veut un retour sur la nature, les raisons des choix non judicieux des systèmes économiques à adopter depuis l'indépendance. La caractéristique essentielle de ces choix est l'absence criarde, à chaque étape, de débat national au sens le plus large: universités, syndicats, partis politiques...

Mots clés: pauvreté, système économique, socialisme, économie de marché, réformes économiques, FMI.

Abstract:

This paper aims to return to nature, the reasons for the unwise choices of economic systems to adopt since independence. The essential characteristic of these choices is the glaring absence, at each stage, of national debate in the broadest sense: universities, unions, political parties.

Keywords: poverty, economic system, socialism, market economy, economic reforms, IMF.

ملخص

تهدف هذه الورقة إلى أن العودة إلى الطبيعة، وأسباب اختيار لتبني النظم الاقتصادية منذ الاستقلال. الميزة الأساسية لهذه الخيارات هي غياب يصرخ في كل مرحلة من مراحل الحوار الوطني في أوسع معانيها: الجامعات والنقابات والأحزاب السياسية...

الكلمات المفتاحية: الفقر، والنظام الاقتصادي الاشتراكي، اقتصاد السوق، الإصلاحات الاقتصادية، صندوق النقد الدولي.

INTRODUCTION

La pauvreté est apparue dans l'Humanité depuis très longtemps et en tout cas depuis l'antiquité grecque. Depuis cette époque à nos jours, la pauvreté a été un problème épineux à résoudre, pour toutes les sociétés... et comme de bien entendu, l'Algérie n'a pas échappée à ce problème. Du reste, la misère dans laquelle vivait la population autochtone a été l'un des facteurs déclencheur des différentes révoltes contre l'invasion et l'occupation de notre pays par la France, et en particulier de la guerre d'indépendance déclenchée en novembre 1954.

Chaque société, en son temps, a essayé de résoudre ce problème ou tout au moins d'en réduire la sévérité, selon des modalités spécifiques. L'Algérie en a fait de même, la réduction de la pauvreté ayant été la préoccupation majeure des autorités, immédiatement après l'indépendance. Il a fallu alors choisir le meilleur modèle de développement économique et sociale qui permettrait, d'éradiquer ou tout au moins de réduire fortement la pauvreté et le plus rapidement possible. Malheureusement, l'Algérie n'a pas été heureuse dans ses choix non judicieux (chaotiques...), les résultats ayant été bien en-deçà des potentialités du pays et des attentes du peuple. Cela explique quelque peu les oscillations du pays d'un système économique à un autre, et à l'intérieur de chaque système économique entre plus d'État et moins d'État... dans les affaires économiques et sociales.

Or, et cela depuis plusieurs siècles déjà mais surtout depuis le 19^{ème} siècle, la question centrale autour de laquelle s'affrontent les différentes théories économiques (notamment le néoclassicisme, le keynésianisme, le socialisme-marxisme...), sous-jacentes aux différents systèmes économiques, est le rôle de l'État dans l'économie et dans la société en générale. Cette question a toujours été le lieu de tensions et d'affrontement non seulement entre les différentes théories économiques, mais également entre les différentes politiques économiques et/ou systèmes économiques que chacune proposait et parfois même imposait à travers ses adeptes.

Cependant, le rôle du gouvernement dans la société en général et dans la sphère économique en particulier est très important quant à la lutte contre la pauvreté, et ce rôle a un lien très profond avec la théorie économique dominante, et la plus influente, dans la société. Cependant et comme il est bien connu, tous les économistes ne s'accordent pas sur le rôle de l'État dans la lutte contre la pauvreté et donc de son rôle dans la sphère économique et sociale du pays. C'est ainsi par exemple, que pour les néoclassiques si un individu est pauvre ce n'est pas à cause du système d'économie de marché, mais plutôt et en particulier, à cause des interventions excessives de l'État dans les affaires économiques et sociales. Ils proposent dès lors, l'adoption d'un système d'économie de marché où le rôle de l'état est réduit au maximum, afin de résoudre entre autres, le problème de la pauvreté.

Par contre et à l'opposé, les marxistes considèrent que dans le cadre de ce que les néoclassiques proposent on ne peut s'enrichir qu'au dépend d'autres et que plus la richesse de quelqu'un augmente, plus la pauvreté de l'autre augmente: la pauvreté

serait alors causée par l'inégalité dans la distribution des revenus dans la société causée elle-même d'une part par l'expropriation totale ou partielle des fruits du travail d'autres citoyens, c'est-à-dire par l'exploitation des ouvriers, et d'autre part par l'instabilité économique, systémique, du système capitaliste. Pour résoudre ce problème de la pauvreté il faudrait selon les marxistes sortir de ce système, de changer de système économique et d'adopter le système socialiste. La solution à la pauvreté se trouverait en dehors du système capitaliste.

Entre ces deux extrêmes, d'autres économistes (les keynésiens en particulier) estiment que la solution à la pauvreté se trouve à l'intérieur même du système capitaliste, mais avec un rôle important de l'État contrairement à ce que les néoclassiques recommandent. Pour ces économistes keynésiens, dans une économie de marché et en temps de crise économique notamment, le marché est mis en échec, il ne fonctionne plus comme il faut, et la preuve c'est qu'il y a crise. Dans ces conditions le marché a besoin d'une main bien visible, à savoir l'État, non pas en tant que substitut mais plutôt en tant que complément, pour l'aider à colmater ses lacunes à travers par exemple une politique fiscale expansionniste pour diminuer le chômage et la pauvreté.

Ainsi les différentes théories charrient avec elles, entraînent différents systèmes économiques, chacun de ces derniers ayant une ou plusieurs variantes, avec de sérieuses et correspondantes conséquences pour le développement économique et social.

Comment choisir entre les différents systèmes économiques et leurs variantes ? C'est la question que l'Algérie ne s'est, malheureusement pas posé, ou en tous les cas, qu'elle n'a pas sérieusement débattue. En effet le socialisme lui a été imposé par les circonstances historiques du moment, à l'époque de l'indépendance (le pays ne pouvait choisir un système autre que le socialisme) et le système d'économie de marché lui a été imposé par les organisations financières internationales, le FMI en particulier.

L'objectif du présent article est alors d'analyser la ou les solutions apportées au problème de la pauvreté et donc du développement économique et social, depuis l'indépendance, c'est-à-dire les différents choix de modèle économique. Cette analyse sera alors structurée de la façon suivante : Dans une première section on analysera la phase socialiste avec les causes de ce choix, les politiques adoptés et les résultats obtenus. On passera en revue, par la suite dans une deuxième section, la phase de transition vers l'économie de marché : les causes, les politiques adoptés ...

1 -SOCIALISME

La lutte contre la pauvreté était l'une des priorités des autorités algériennes dès l'indépendance. Pour cela le socialisme a été choisi en tant que meilleur système économique pour aboutir au moins à une réduction raisonnablement satisfaisante de la pauvreté. En fait le choix du socialisme en tant que système économique à établir, a été décidé bien avant l'indépendance, dès 1956 dans la Plateforme de la Soummam, lors de la Déclaration du Congrès de la Soummam en 1956 et réitéré unanimement

par la Charte de Tripoli en juin 1962, stipulant que « Le développement de l'Algérie pour qu'il soit rapide, harmonisé et dirigé vers la satisfaction des besoins de tous, dans le cadre de la collectivisation, doit être nécessairement conçu dans une perspective socialiste... La révolution démocratique populaire a opté pour une édification conscience du pays dans le cadre de principes socialistes et d'une politique économique et sociale au profit des masses pour élever le niveau de vie des travailleurs, liquider l'analphabétisme, améliorer l'habitat et la situation sanitaire,...».

Quelles sont alors les raisons de ce choix? Notons tout d'abord que, comme on le voit d'après les textes cités ci-dessus, les raisons qui ont poussé les dirigeants de la guerre d'indépendance à choisir le socialisme ne sont pas d'ordre théorique ou s'adossant sur une quelconque théorie économique: en un sens le 'choix' du socialisme était considéré comme le choix d'une transition du capitalisme-colonisateur vers le socialisme-libérateur. En fait le choix du socialisme par l'Algérie indépendante a été dicté aux instances dirigeantes par les circonstances du moment et donc par des considérations plutôt pratiques que théoriques. En tous les cas c'est un choix par le haut, puisque imposé au peuple sans qu'on lui demande son avis, étant donné l'absence de tout débat national, au sens large. On voit ainsi que dès l'indépendance (et même avant l'indépendance) que le système de décision du pays n'était pas adéquat, puisqu'il n'y a pas eu suffisamment de concertation dans le choix du socialisme, le peuple ayant été ignoré. Voyons alors ce que sont ces fondements pratiques du choix du socialisme.

.1.1 La situation économique et sociale de l'Algérie

A l'aube de son indépendance en 1962, le système économique de l'Algérie était une sorte de système hybride: d'un côté une sorte d'économie de marché tournée vers l'extérieur (en fait vers la France surtout), par et pour les colons, et d'un autre côté une sorte d'économie agricole très arriérée et primitive, pour la quasi-totalité de la population Algérienne.

Cette situation économique et sociale du pays est bien décrite dans les différents textes officiels de la Révolution Algérienne telles que ceux du congrès de la Soummam, de la charte de Tripoli, des chartes d'Alger ...: « un pays maintenu dans un état endémique de pauvreté, une économie perturbée et anarchique, un pays à moitié détruit, des problèmes sociaux graves, innombrables et urgents, voilà ce dont l'Algérie hérite à la veille de son indépendance... Les conséquences matérielles et morales de l'entreprise de génocide menée depuis tant d'années contre le peuple algérien se feront sentir d'une façon de plus en plus aiguë... Des centaines de milliers d'orphelins, des dizaines de milliers d'invalides, des milliers de familles réduites aux femmes et aux enfants et abandonnés à leur sort, attendant du pouvoir national les mesures adéquates qui s'imposent... Les blessures que porte le corps de la nation dans son ensemble sont profondes et ne disparaîtront pas avant des décennies. Certaines d'entre elles ont, cependant, un caractère d'extrême gravité et sont susceptibles de paralyser la société dans sa marche en avant... Deux millions d'Algériens, en

majorité des femmes et des enfants, quittent chaque jour les camps où ils avaient été déportés... Les centaines de milliers de réfugiés du Maroc et de Tunisie doivent être bientôt rapatriés... Dans les grandes et moyennes villes une misère effroyable ronge la population qui s'entasse dans les vieux quartiers et les bidonvilles... Les problèmes qui en résultent sont d'ordre économique et social mais relèvent, surtout, de la conception politique et de l'organisation [économique et sociale]... ». Telle était la situation économique et sociale du pays.

.1.2L'expérience de la pratique du socialisme ailleurs

Ici encore les textes officiels de la Révolution algérienne nous éclairent en insistant que le modèle économique qui sera adopté devra tenir « compte des exigences du progrès moderne, des acquisitions de la science, de l'expérience des autres mouvements révolutionnaires... dans le monde ». Or Jusqu'aux années quatre-vingt, le monde entier était impressionné par le succès du modèle socialiste en œuvre dans tous les pays socialistes de l'époque. Les économies de ces pays, non seulement fonctionnaient convenablement, mais mieux, leurs performances étaient supérieures à celles de certains pays capitalistes de l'époque, période durant laquelle le monde capitaliste, était la proie à la Grande Dépression des années trente. A travers la planification des activités économiques par les gouvernements des pays socialistes, le modèle soviétique notamment, était très efficace notamment en ce qui concerne le développement des infrastructures économique et sociales et des industries de base comme l'électricité, le chemin de fer, l'acier ... Même aux USA on a reconnu la capacité du modèle socialiste de transformer rapidement un pays économiquement arriéré en un pays industrialisé. Impressionné par ces succès notamment en URSS et en Chine et ailleurs, l'Algérie (et d'autres pays sous-développés), a essayé d'imiter ce modèle socialiste de planification dans lequel elle voyait le moyen de développer le pays et de rattraper rapidement le retard sur les pays développés, l'objectif étant la poursuite d'un développement économique et social à même d'élever raisonnablement le niveau de vie de la population algérienne et de réduire donc la pauvreté en même temps, en procurant du travail aux adultes, en scolarisant les enfants, en luttant contre la famine

.1.3Les politiques adoptées et les résultats obtenus

Conformément aux textes officiels de la Révolution de nombreuses actions notamment anti-pauvreté ont été entreprises pour alléger le fardeau de la misère dans laquelle baignait la quasi-totalité de la population algérienne, à travers deux variantes du socialisme, l'une sous la présidence de feu Ben Bella et l'autre sous celle de feu Boumediene.

.1.3.1L'Autogestion: La Période de la présidence de feu Ben Bella:

Cette période, très courte en 1963-65, est caractérisée par une très importante politique économique à savoir, la promotion, l'encouragement et l'institutionnalisation par les autorités algériennes, du système d'autogestion né du mouvement spontané des fameux comités de gestion, suite au départ des Français d'Algérie, et qui a donc abouti au système de l'autogestion, «caractéristique

principale en Algérie de l'ouverture vers le socialisme...et solution véritable à la double contradiction de la propriété privée et de la séparation maîtrise-exécution», car «le socialisme ne se définit pas uniquement par la nationalisation de moyens de production. Il se définit aussi et surtout par l'autogestion... ». Ce système de gestion socialiste a été consolidé et élargi à tout le secteur socialiste: au secteur agricole qui a vu la généralisation de l'autogestion, au secteur industrielle (par la mise en autogestion des entreprises industrielles abandonnées par les colons et qui se sont avérées nécessaires à la bonne marche du secteur socialiste même, et enfin aux secteurs du commerce et des services (restaurants, cinémas, hôtels...). Cependant la période considérée a été très courte, et il y a été mis fin par un coup d'État par le feu Colonel Boumediene.

.1.3.2 La Période de la présidence de feu Boumediene :

«Sur le plan économique, l'autogestion a posé la nécessité de l'extension de la réforme agraire et des nationalisations, tant dans l'agriculture que dans l'industrie et de la réorganisation du commerce extérieur et intérieur ainsi que celle du système bancaire .» C'est ainsi que sous la présidence de feu Boumediene, une autre variante d'organisation économique et sociale, à savoir la planification socialiste, a vu le jour, a été plus longue que celle de l'autogestion, a duré de 1965 à 1979 et a été à l'origine d'importantes mesures économiques, telles que :

- La création des sociétés nationales dans le cadre des différents plans de développement, a été d'une des plus grandes mesures économiques qui ont effectivement considérablement réduit le chômage, et par la même, la pauvreté.

- La mise en œuvre de la révolution agraire. Cette dernière devait être la principale politique économique de lutte contre la pauvreté dans le milieu rural dont les habitants ont le plus souffert de l'occupation française et de la guerre de libération nationale. En effet la paysannerie algérienne, a constitué l'écrasante majorité de la nation et a été la base active de la guerre de libération à laquelle elle a participé massivement et dont elle a supporté le fardeau le plus lourd, a mis tous ses espoirs dans l'indépendance. Dès lors l'ampleur des destructions humaines et matérielles surtout dans le monde rural, causées par la guerre qui a duré un peu moins de 8 ans, «fait poser les problèmes plus que jamais en termes de reconstruction et de démocratie économique... ». C'est la raison pour laquelle il a été décidé dans la charte de Tripoli que «Dans le contexte algérien, la révolution démocratique populaire est d'abord une révolution agraire».

D'autres mesures destinées principalement aux plus démunis ont été prises durant cette période en vue toujours de réduire la pauvreté dans le présent et le futur, telles que:

- la généralisation de l'éducation et de la formation professionnelle gratuites,
- la création de nombreuses universités un peu partout dans le pays et dont l'accès est non seulement gratuites mais en plus les étudiants, garçons et filles sans distinction, bénéficient d'une bourse de l'État , de la gratuité du transport

universitaire, et d'un logement dans les cités universitaires.

- Pour les plus âgés des actions de lutte contre l'analphabétisme, qui sévissait dans les campagnes comme dans les villes, ont été organisées partout dans le pays jusqu'au fin fond du grand sud du pays.

- La santé publique: La médecine et les installations sanitaires ont été rapidement nationalisées pour assurer la médecine gratuite pour tous les citoyens.

- Logement: l'importance que devait revêtir le programme de reconstruction ne peut être saisie que si on a une bonne idée des énormes destructions matérielles causées durant la guerre de libération. C'est ainsi par exemple que pas moins de huit mille villages ont été complètement rasés. C'est pour cela que des mesures urgentes ont été prises pour reloger, dans des conditions décentes, les populations éprouvées par la guerre. C'est ainsi qu'il a été procédé au relogement des anciens moudjahidines, des veuves, des orphelins de guerre et des invalides, c'est-à-dire des centaines de milliers de personnes auxquelles il fallait assurer un minimum vital au plus vite. En outre de nombreux citoyens ont pu être logés très rapidement et un peu partout dans le pays, grâce notamment à l'opération dite des « bien vacants ». En même temps l'accès au crédit pour l'habitat, à relativement bon marché, grâce notamment à la création de la Caisse d'Épargne... - Enfin et afin de désenclaver les zones rurales ainsi que les hauts plateaux, le sud et le grand sud, il a été créé des lignes, subventionnées de transport urbain et de longue distance: routes, chemins de fer, aéroports...

2 .LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Ainsi donc depuis l'indépendance le pays a choisi un système économique socialiste de type capitalisme d'État caractérisé par le rôle dominant et de premier plan pour le secteur public dans lequel les entreprises publiques, étaient censées être la locomotive d'une croissance économique créatrice suffisamment d'emplois pour réduire le chômage et la pauvreté assurant ainsi de meilleures conditions de vie pour les citoyens. En conséquence de quoi, le gouvernement est devenu le principal pourvoyeur des emplois, de l'éducation et de la formation professionnelle (gratuites), de produits alimentaires subventionnés, de logements et de services publics gratuits, ... et tout ça grâce aux revenus pétroliers...

Qu'est ce qui a poussé alors notre pays à abandonner le socialisme pour le remplacer par le système économique de marché et à adopter en même temps au niveau politique le multipartisme en remplacement du système à parti unique, malgré le danger que cela représentait pour les intérêts des rentiers de l'ancien régime? Quelles sont les fondements pratiques de ce changement, drastique, de cap économique et politique, en Algérie en particulier?

D'abord il faut noter qu'à chaque fois qu'il y a un changement de politique, il l'est en raison de son échec dans la réalisation des objectifs qu'il était censé atteindre. En outre, les difficultés économiques (et politiques et / ou sociaux) conduisent inévitablement à des propositions de réformes économiques (et / ou politiques) . C'est ainsi que depuis les années 1980, l'expérience pratique et le développement de

la théorie économique ont conduit les gouvernements à travers le monde, y compris ceux des pays occidentaux à économie de marché, à changer radicalement de politiques économiques. L'Algérie, bien évidemment n'a pas échappé à cette tendance.

En effet des événements importants, dans les années 1980, ont contribué à une réévaluation profonde à la fois, des politiques économiques menées dans les pays industrialisés et des modèles économiques adoptés par les pays en développement et les pays socialistes, durant cette période. Parmi ces événements qui ont le plus influé sur l'Algérie, nous trouvons ce qui suit:

2.1 .L'État de l'économie algérienne

Depuis l'indépendance les citoyens se sont habitués à ce que le gouvernement leur fournissent les produits et services dont ils ont besoin soit gratuitement (éducation, logement...) soit à des prix subventionnés et bien inférieur aux prix mondiaux tels que le sucre, l'huile, le lait, l'eau courante, le gaz...(ce qui a d'ailleurs créé tout un business 'trabendiste' qui dure jusqu'à ce jour et qui durera encore tant que la différence avec les prix mondiaux permet d'en tirer profit).

Cette politique sociale, inscrite dans le cadre d'une justice sociale, programmée dans les chartes de Tripoli et d'Alger et dont le but était de réduire le fardeau de la pauvreté qui pesait sur la population, pouvait être menée tant que les revues des hydrocarbures le permettaient. En effet environ 98% des recettes externes de l'Algérie provenaient (et proviennent encore) des hydrocarbures. Or vers le milieu des années quatre-vingt, les prix du pétrole ont chuté drastiquement et relativement brusquement, de 40 à 6 dollars le baril. Les revenus des hydrocarbures ont alors chuté d'environ 50% et il s'en est suivi une récession aggravée, par entre autres, une forte crise de la balance des paiements, le démantèlement, en cours, des sociétés nationales, des services exorbitants d'une dette extérieure en croissance rapide après le renchérissement, pour l'Algérie, du crédit dans les marchés financiers internationaux.

Face à cette crise économique sévère et sans précédent depuis l'indépendance, et devant l'instabilité sociale croissante, le gouvernement ne pouvant plus répondre avec satisfaction aux attentes d'une population croissante, et étant au bord d'un défaut de paiement des services de sa dette externe, n'avait d'autres ressources que de demander l'assistance du Fond monétaire international (FMI) . Or, et comme cela est bien connu, l'assistance financière du FMI est soumise à des conditions exigeant la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes économiques en vue d'une transition de l'économie du pays vers une économie de marché, et de l'abandon donc du système socialiste.

Ainsi l'une des causes essentielles de ce changement de cap a été manifestement la détérioration grandissante de l'économie du pays, suite à la grave dégringolade du prix mondial du pétrole en 1986 , causant une situation sociale et économique catastrophique en Algérie, entraînant ainsi un niveau très élevé du chômage, ce dernier devenant ainsi l'un des facteurs les plus importants à la source

des crises multiples (économique, politique, sociale, sécuritaire...) qui ont secoué et qui continuent de secouer le pays, depuis le milieu des années 1980s . Devant la sévérité de ce problème les autorités ont été contraintes d'opter pour un système d'économie de marché dès les débuts des années 1990s, par les institutions financières internationales et en particulier par le FMI, à qui l'Algérie a tendu la main pour lui demander son assistance financière notamment.

.2.2 L'échec des expériences socialistes dans le bloc soviétiques

Les autorités Algériennes avaient bien réalisé auparavant, les limites des techniques de la planification, puisque ils notaient et ce dès 1964 puisqu'ils reconnaissent clairement dans la charte d'Alger dès 1964 que : «Dans notre état actuel la planification rencontrera de sérieux obstacles parmi lesquels le manque de capital, l'absence de cadres qualifiés et le retard culturel... Le développement économique du pays est tributaire de la planification... Mal conçue, non fondée sur des bases structurelles et économiques réelles, elle aggrave le retard par rapport aux pays industrialisés ». Et c'est malheureusement ce qui est arrivé dès les années quatre-vingt. Les limites du système de planification par l'État sont devenues d'une apparence telle qu'on ne pouvait plus les cacher ou les ignorer non seulement pour l'Algérie et les pays qui ont adopté ce modèle, étant donné, entre autres, les longues files d'attente des citoyens devant les magasins dont les étagères étaient très souvent quasiment vides, et les pénuries toutes sortes non seulement des biens de consommation mais également des biens de production, dans notre pays notamment. Cela s'est bien évidemment accompagné par une chute continue du niveau de vie dans le pays. Ceci explique en partie les goulots d'étranglement de plus en plus nombreux dans les appareils de production ainsi que le mécontentement croissant de la population devant les contraintes de consommation de plus en plus sévères dans tout le pays. Ce mécontentement a culminé par les manifestations sanglantes d'octobre 1988, qui ont débuté à Alger et qui se sont répandues dans tout le pays .

.2.3 Déclin de la dominance du keynésianisme dans les pays capitalistes

Par ailleurs, le déclin de la séduction du modèle socialiste partout dans le monde y compris dans les pays socialistes mêmes, s'est accompagné par une réduction non moins importante de l'attraction que ce système exerçait sur les pays sous-développés notamment, et par une diminution de l'attrait du keynésianisme (qui lui aussi prônait un rôle, somme toute relatif, de l'Etat dans l'économie) dans les pays capitalistes, où il s'était imposé depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, durant la période dite des 'trente glorieuses' (années de croissances économique dans les pays développés, entre environ 1945 et le choc pétrolier de 1973) et pendant laquelle, la plupart des pays à économie de marché avaient adopté des politiques économiques très interventionnistes, avec des politiques fiscales expansionnistes, basées notamment sur la théorie keynésienne .

Cependant et suite à la dégradation des performances des économies des pays industrialisés, le modèle keynésien a été sérieusement remis en question, en particulier depuis l'apparition du nouveau (à l'époque) phénomène de la stagflation,

et que la macroéconomie n'avait pas prévu, surtout que les fondamentalistes du marché avaient considéré que la cause essentielle de cette stagflation étaient les dépenses publiques excessives que la théorie keynésienne recommandait. Au même moment il y eu une renaissance du néo-classicisme représenté notamment par les monétaristes avec à leur tête Milton Friedman, et qui prônait un rôle extrêmement réduit de l'État dans les activités économiques en particulier .

Dès lors, la stagnation des économies des pays socialistes de l'époque qui a commencé vers les débuts des années soixante-dix, et la stagflation qui est apparue dans la même période environ dans les pays capitalistes, ont alors relativement sonné le glas (certes temporairement), à la fois du keynésianisme et du socialisme, et donc du rôle primordial de l'État dans l'économie: État producteur, État manager, Etat providence... Suite à tout cela la seule alternative qui restait était l'adoption d'un système économique de marché et c'est ce qui a eu lieu, vers la fin des années quatre-vingt début des années quatre-vingt-dix dix, dans pratiquement tous les pays, sauf Cuba et la Corée du Nord.

Suite aux analyses ci-dessus, nous pouvons comprendre maintenant pourquoi, les politiques économiques et donc également les réformes économiques dans pratiquement le monde entier, y compris en Algérie, comptent de plus en plus sur les mécanismes du marché plutôt que sur le gouvernement pour atteindre les objectifs de développement et de croissance économiques, contrairement à ce qui avait été décidé par les chartes de Tripoli et d'Alger ...

2.4 .Les Politiques Économiques Adoptées et les Résultats Obtenus

Le virage vers l'économie de marché a été pris en fait bien avant l'arrivée officiel du FMI en Algérie. C'est ainsi par exemple que des mesures, certes très timides, de privatisation dans le secteur agricole ont été prises après la chute des prix internationaux des hydrocarbures à partir de 1986. Mais les réformes de transitions vers l'économie de marché, à proprement parlé, ont commencé en 1989 avec l'aide du FMI. Cependant, c'est en 1994 seulement qu'un programme d'ajustement structurel a été imposé à l'Algérie, sous l'égide, l'orientation et le contrôle du FMI. Ce type de programme se compose de quatre sortes de réformes :stabilisation (macroéconomique), libéralisation (de tous les marchés pour promouvoir la concurrence), privatisation (pour promouvoir l'entrepreneuriat privé) et institutionnalisation.

Les Politiques adoptées

Contrainte de demander l'assistance financière du FMI, l'Algérie a été obligé d'accepter 'l'assistance idéologique' de ce dernier, condition sine qua none pour l'aide du fonds monétaire. Cette forme d'assistance a imposé l'abandon du modèle socialiste et l'adoption du système d'économie de marché à travers un certain nombre de réformes spécifiques, notamment à partir de 1994. Ainsi et en vue d'une transition vers une économie de marché l'Algérie s'est mise, cahin-caha à mettre un certain nombre de réforme telles que :

-- la réforme de la Stabilisation macroéconomique, (à travers des politiques budgétaire, monétaire et des taux de change orthodoxes selon la conception des économistes ultralibéraux).

-- la réforme de la Libéralisation de tous les marchés (du commerce intérieur, du commerce extérieur, du travail, et financier),

-- la réforme de la Privatisation de l'économie. Contrairement à ce que l'on pense d'ordinaire cette réforme ne concerne pas seulement la privatisation et la restructuration des entreprises publiques, mais elle concerne également et surtout la privatisation de toute l'économie, c'est-à-dire, l'ouverture de tous les secteurs économiques aux entreprises privées, notamment en supprimant les barrières légales d'entrée dans les différents types de marché.

-- Et enfin des réformes qui ont été pendant longtemps ignorées et/ou négligées par les institutions financières internationales: les réformes institutionnelles, qui à notre avis constituent la condition sine qua non du succès de toutes les autres réformes (une législation ad hoc et des institutions adéquates et efficaces, c'est-à-dire, qui devraient se caractériser notamment par la compétence, la transparence, la probité, honnêteté... Ce sont des mesures complémentaires, d'accompagnement (institutionnelles: administratives, judiciaires, politiques, législatives...) indispensables au succès de toutes les réformes économiques, sociales et politiques, pour la réalisation d'une croissance économique acceptable, et productrice d'un taux d'emploi élevé et propice à une diminution satisfaisante de la pauvreté.

CONCLUSION

Que peut-on conclure après une trentaine d'années d'expériences socialistes et après presque une autre trentaine d'années de politiques réformatrices en Algérie ? Notons tout de suite que comme pour l'adoption du socialisme après l'indépendance, la décision de changer de système économique et transiter vers une économie de marché est venue d'en haut, sans aucun débat au niveau national, et comme pour le choix du socialisme, le peuple n'a pas été consulté, ni d'ailleurs le parlement, ni les 'partis' politiques, ni les syndicats... Cela s'est fait sans débat donc, mais surtout sans campagne d'explication, ou de vulgarisation, ou de promotion des réformes (n'oublions pas que ce sont les mêmes dirigeants, soi-disant socialistes de l'époque, qui ont décidé du switch vers l'économie de marché). C'est en effet, comme nous l'avons souligné plus haut, seulement après la détérioration grave et brutale de la situation économique en 1988, que l'Algérie a été contrainte de s'engager dans des réformes économiques. En outre, cet engagement, n'a pas été le résultat d'un choix délibéré de l'Algérie après débat national, mais a été plutôt forcé sur le pays par le FMI, en tant que condition sine qua none de son assistance financière. La transition vers une économie de marché devait se faire à travers toute une série de réformes conçues par le FMI à l'Algérie à travers un package standard ('one size fits all') de réformes, ne tenant nullement compte des spécificités et des potentialités de notre pays, tel par exemple, un déficit institutionnel et administratif manifeste, surtout du

point de vue qualité (compétence, transparence...). Or les objectifs du FMI sont tout autre que ceux de l'Algérie. En effet et par exemple, le FMI accorde très peu d'importance à l'aspect institutionnel des réformes et pour lequel il propose, généralement tardivement, des réformes de deuxième génération: c'est-à-dire la charrue avant les bœufs. Or des institutions adéquates --du point de vue crédibilité, compétence, efficacité, transparence, honnêteté... sont une condition sine qua none pour une réussite des réformes aboutissant à des résultats satisfaisants: un développement économique et social conséquent avec une diminution du chômage et de la pauvreté significative, surtout par rapport aux sacrifices que les réformes du FMI exigent de la population, en particulier dans ses couches les plus défavorisées. Dès lors, les réformes institutionnelles deviennent une priorité première et absolue dans la transition vers une économie de marché (que l'on souhaite être solidaire socialement et à visage humain...), et devraient être menées avant les réformes économiques à proprement parler, ou tout au moins parallèlement à celles-ci. Or ceci n'a malheureusement pas été le cas en ce qui concerne l'Algérie qui a suivi aveuglément les recettes du FMI, ce dernier se souciant beaucoup plus des intérêts des banques et autres multinationales que des intérêts de l'Algérie .

Pas étonnant donc qu'après plus d'une cinquantaine d'années après l'indépendance, le pays se trouve maintenant dans des sables mouvants, à cheval entre un système économique dirigiste et un système d'économie de marché, tant il est clair, au jour d'aujourd'hui, que l'Algérie a, pour le moment tout au moins, échoué ou n'a réussi qu'à demi, dans sa transition, vers une économie de marché, à travers des réformes économiques, telles que conçues par le FMI, et dont l'objectif essentiel qui leur est assigné est d'atteindre un niveau de croissance économique suffisamment élevé, pour être à même d'élever le standard de vie de la population à travers une réduction conséquente et durable du chômage et par suite de la pauvreté. Or des résultats peu satisfaisants ont caractérisés ces réformes de transition menées avec beaucoup d'hésitations, d'une manière discontinue et sans aucune cohérence d'ensemble: c'est ainsi que les taux du PIB réel ont évolué de : 3,0, 2,4, 2,4, 3,3, 2,8 à 3,3 entre 2007-2012, et bien que le chômage ait diminué, il demeure néanmoins encore trop élevé aux environs de 10% . Que doit alors faire l'Algérie? Quelle approche ?quel système économique ?Habituer le citoyen et chaque citoyen, à compter sur l'État pour tous ses besoins, et à en faire un être assisté pendant toute sa vie, ou l'habituer à ne compter que sur lui-même pendant tout sa vie et ce quelle que soit la situation ? Dans le premier cas c'est le socialisme et dans le second cas c'est le capitalisme pur et dur. Entre ces deux cas extrêmes il y a une meilleure alternative: c'est d'apprendre aux citoyens à ne compter que sur eux-mêmes, mais avec un État qui vient à leur secours en cas de difficultés de parcours. Dans ce dernier se serait une économie de marché avec une forte présence de l'État dans le champ économique et social.

En tous les cas un système économique ne se choisit pas comme on choisit une chemise et ne s'adopte pas comme on adopte un orphelin. Jusqu'à présent en tout cas, les modèles économiques adoptés par l'Algérie ont été importés et imposés à la

société sans réflexions et sans débats, et appliqués sans cohérence d'ensemble dans une cacophonie sans égal. Ces modèles ont été produits à l'étranger pour les besoins, les moyens et les contextes spécifiques des sociétés qui les ont conçus et non pas spécifiquement pour l'Algérie. On nous dit "achetez Algérien", nous répondons: réfléchissez, innovez, produisez... Algérien. Dans l'Etat actuel et l'Algérie s'étant engagé dans le système d'économie de marché, nous recommandons une mise en œuvre cohérente, intelligente et surtout patriotique, des réformes de transition, les réformes économiques et institutionnelles à la fois. Par ailleurs, nous ne cesserons de répéter que toutes les réformes que les institutions financières internationales exigent/recommandent ne doivent pas être appliqués aveuglément et à la lettre. Elles doivent être appliquées avec circonspection, en prenant en compte impérativement le contexte économique, social, politique et historique du pays, en impliquant tous les parties prenantes: administrations, collectivités régionales et locales, syndicats, partis politiques, Universités, entrepreneurs, consommateurs... afin d'obtenir le soutien populaire indispensable au succès de toutes les réformes économiques et institutionnelles.

Références bibliographiques

Adli Zoher, Akacem Kada, 2008. Les Réformes Économiques et Marché du Travail : Cas de l'Algérie. Communication pour le Séminaire Internationale de la faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université d'Alger, Juin 2008 : Le Problème de l'Emploi en Algérie.

Akacem, Kada. (2006). 'Des Reformes Économiques pour la Promotion des PME', (Communication présentée au Séminaire Internationale 'Les exigences de la réhabilitation des petites et moyennes entreprises (PME) dans les pays arabes,' la Faculté des Sciences Humaines et Sociales de l'Université de Chlef [Avril 2006.([

Akacem Kada, 2004. Economic Reforms in Algeria: An Overview and Assessment. The Journal of North African Studies, Vol. 9, No. 2 (Summer 2004) pp. 115–125.

Akacem Kada, 2000. The economic Transition Process in Algeria. Communication présentée lors d'une Conférence sur les réformes économiques par le Département des sciences économiques, Université of Colorado, Boulder, 20 Novembre 2000.

Algeria: 2013 Article IV Consultation; IMF Country Report No. 14/32, January 9, 2014, consulté le 15-11-2015 à 17H34.

Blanchard, O., Dornbusch, R., Krugman, P., Layard, R. and Summers, L.1990Reform in Eastern Europe. Report of the Wider World Economy Group, MIT Press, Cambridge, Massachusetts.

Bénissaad Hocine, 2004. Algérie : De la Planification Socialiste à l'économie de marché. ENAG, Alger.

Benbitour Ahmed, 1992. L'Expérience Algérienne de Développement 1962-1991. Éditions Techniques de l'Entreprise &I.S.G.P., Alger.

MF Country Report No. 14/32 Algéria 2013 Article IV Consultation, February 2014

La Déclaration du Congrès de Tripoli, en Juin 1962. Voir: <http://www.el-mouradia.dz/francais/symbole/textes/symbolefr.htm>, consulté le 04 novembre 2014.

La Charte d'Alger de 1964. Voir <http://www.el-mouradia.dz/francais/symbole/textes/charte%20d%27alger.htm>, consulté le 19-11-2014.